

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18318 - 71ÈME ANNÉE

70 ans après l'abolition du statut colonial

2016 année de l'espoir ?



Plus de la moitié des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté. (photo Toniox)

Dans trois mois, ce sera le 70e anniversaire de la loi du 19 mars 1946. À La Réunion, les communistes avaient réussi à impulser un large rassemblement pour obtenir le statut de département. Il a fallu des décennies de lutte pour que les Réunionnais puissent bénéficier pleinement de cette loi. Un temps précieux a été perdu, et il n'a pas été possible de passer à l'étape du développement. Le bilan est aujourd'hui une grave crise qui appelle à des changements profonds. 2016 sera-t-elle l'année de l'espoir pour une nouvelle Réunion ?

Voici 70 ans, la situation de La Réunion était dramatique. Trois siècles de colonisation et plusieurs années de guerre avaient poussé l'écrasante majorité de la population dans la grande misère. Pour sortir de cette crise, les communistes avaient réussi à forger un mot d'ordre : Réunion département français. C'était l'espoir de voir appliquer dans l'île les lois sociales du Front populaire et celles découlant du programme du Conseil national de la Résistance. La Sécurité sociale dans un pays parmi les plus pauvres du monde, c'était l'enjeu principal de la bataille. Elle fut gagnée par un rassemblement impulsé par les communistes. Une fois élus députés, Raymond Vergès et Léon de Lépervanche allèrent unir leurs revendications avec celles des Martiniquais, des Guadeloupéens et des Guyanais pour obtenir le changement de statut. Le 19 mars 1946, La Réunion n'était plus une colonie et devenait un département.

Inégalité organisée par le pouvoir

Mais l'égalité promise ne s'est pas faite, car les adversaires du département avaient des appuis en France. Les lois sociales se limitaient à la gratuité des soins, et à une allocation pour les retraites. Le gouvernement de l'époque a également décidé de diviser le mouvement revendicatif en refusant d'appliquer le principe de l'unité de la fonction publique à La Réunion. Il a choisi d'aligner le traitement des plus de 2.000 agents des services publics sur celui de la centaine de hauts fonctionnaires qui bénéficiaient de revenus très nettement supérieurs à celui de la population. C'est le point de départ d'une inégalité institutionnalisée entre Réunionnais.

10 ans plus tard, un autre gouvernement allié à des Réunionnais opposés au progrès a soutenu la suppression du chemin de fer. Un but était de casser un service qui était un des piliers du mouvement progressiste. Un autre était d'imposer le tout-automobile, une source de profits pour des entreprises extérieures à La Réunion qui importent des carburants et fabriquent des automobiles.

Batailles pour l'égalité

Ces deux décisions ont été prises sans tenir compte de la croissance démographique inévitable. Plutôt que de soutenir le maintien et la création à La Réunion d'industries capables de répondre aux besoins d'une population en forte augmentation, le pouvoir a organisé l'exil vers la France d'une grande partie de la jeunesse réunionnaise pendant des années. Paris refusait aussi de donner aux Réunionnais ce que le droit leur donnait, c'est-à-dire l'égalité sociale. Il a fallu des décennies de luttes pour obtenir ce qui était prévu dans la loi du 19 mars 1946. L'élément décisif a été la démission en 1987 de deux députés communistes, Paul

Vergès et Élie Hoarau, pour que François Mitterrand s'engage à réaliser l'égalité sociale s'il était réélu président de la République en 1988. Les Réunionnais ont alors obtenu les milliards qui étaient dus, en bénéficiant notamment des prestations sociales au même titre que les autres citoyens de la République. En 1995, le SMIC de La Réunion est devenu égal à celui de la France. Ce fut fait pour le RMI en 2001.

De nouvelles menaces

Inégalité et non-développement du pays ont mené à la situation actuelle. Dans une étude de l'INSEE et du Conseil général publiée en 2013, La Réunion est qualifiée de département hors-norme. Près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le 24 décembre dernier, Pôle emploi a indiqué que La Réunion comptait au mois de novembre plus de 176.000 demandeurs d'emploi. La situation est bloquée alors que de grandes menaces pèsent : fin du quota sucrier en 2017, mise en concurrence avec les producteurs de la région (APE). Avec le système actuel, la catastrophe est inévitable.

C'est pourquoi le PCR propose d'importants changements contenus dans les 25 propositions présentées en février dernier à Sainte-Suzanne. Le début de l'année 2016 doit être marqué par le débat sur l'égalité réelle, avec un projet de loi pour lutter contre les inégalités, et un autre sur le statut.

Le défi d'une génération

L'année 2016 peut alors être l'année qui redonne l'espoir d'un changement possible, avec la perspective d'une transformation profonde de La Réunion. Voici 70 ans, des Réunionnais ont réussi à relever ce défi. Ils ont mis fin à un système vieux de plus de trois siècles pour sauver la population de la malnutrition, de la mortalité infantile de masse et du paludisme. La génération actuelle arrivera-t-elle à se hisser au même niveau cette année ?

M.M.

Édito

Pas la fête pour tout le monde

Hier matin, Météo France avait déclenché une vigilance fortes pluies. La présence d'une perturbation dans les parages annonce un réveillon humide. Cet événement est présenté comme un élément pouvant gâcher un peu la fête. Bien sûr, quand une personne vit dans une maison solide et confortable, il lui suffit de rentrer chez elle et de s'organiser différemment. La pluie n'est alors qu'une péripétie.

Mais dans notre île, la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Cette injustice ne se traduit pas seulement sous la forme de la distribution des revenus, mais aussi dans le logement.

Notre île est en effet située sous les tropiques. Des trombes d'eau peuvent s'abattre rapidement et tout ravager sur leurs passages, sans qu'il y ait un cyclone.

À plusieurs reprises, Raïssa Noël, porte-parole du Comité de l'Ermitage, avait souligné que face au changement climatique, les pauvres sont bien plus vulnérables que les autres. Des dizaines de milliers de Réunionnais sont contraints de vivre dans des logements insalubres. Ils sont exposés à l'eau qui s'infiltre et que rien ne peut arrêter.

Si de fortes pluies touchent notre île le soir du réveillon, alors des drames risquent d'arriver.

Les besoins en logements sont pourtant connus.

Dans le secteur social, il en manque plus de 20.000 pour répondre aux demandes. À l'échelle de l'île, ce chiffre est énorme. Mais que représentent 20.000 logements pour la France, un des pays les plus riches du monde ?

C'est un problème qui apparaît largement à sa portée, mais que ses gouvernements n'ont pourtant jamais réussi à régler depuis 70 ans.

C'est une nouvelle illustration de l'impasse du système actuel. Souhaitons que cette situation ne dure plus très longtemps.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

En plein débat sur l'inscription de la déchéance de nationalité dans la Constitution

Corse : confirmation du virage à droite du gouvernement

En plein débat sur l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité, une mesure d'abord défendue par l'extrême droite, les propos du Premier ministre sur la nation et la langue corses ont suscité des réactions en Corse. L'accentuation du virage à droite de l'exécutif se confirme.

Voici deux semaines, lors de l'installation de l'Assemblée de Corse et du Conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Corse, trois événements majeurs ont marqué les esprits. Ils étaient la conséquence de la victoire de la coalition des autonomistes et des indépendantistes corses lors des élections des 6 et 13 décembre dernier.

Tout d'abord les neuf membres du Conseil exécutif ont prêté serment sur un livre de Pascal Paoli : La justification de la révolution en Corse. Cet ouvrage renvoie à l'époque où la Corse était indépendante avant son annexion par la France. L'île avait sa Constitution, son université et son assemblée élue.

Ensuite, Jean-Guy Talamoni, président indépendantiste de l'Assemblée de Corse, a prononcé son discours d'investiture en langue corse.

Enfin, l'hymne corse *Diu Vi Salvi Regina*, a été joué dans la salle des séances de l'Assemblée, en présence des élus.

Ces trois événements sont sans précédents dans une collectivité de la République.

Le 18 décembre, le gouvernement a réagi dans un communiqué de son Premier ministre, Manuel Valls. Ce dernier félicite d'abord Gilles Siméoni pour son élection à la présidence du Conseil exécutif. Puis il écrit cela :

« Le Premier ministre a réaffirmé son attachement à la place de la Corse dans la Nation et dans la République française et sa reconnaissance de la spécificité de l'île. Il l'a assuré que le Gouvernement continuera à dialoguer avec les élus de la Collectivité territoriale de Corse pour mettre en œuvre les évolutions statutaires vers la collectivité unique telles qu'elles sont prévues par la loi ».

En conséquence, il annonce une rencontre avec Gilles Siméoni « pour examiner l'ensemble des sujets communs », et indique que le président du Conseil exécutif de la Corse sera également reçu par le président de la

République aux côtés des présidents des Régions.

L'Assemblée de Corse a à peine eu le temps de s'installer que des manifestations violentes ont eu lieu cette semaine à Ajaccio.

À la suite de l'agression de deux pompiers, des groupes sont descendus dans la rue pour crier des slogans racistes contre les musulmans, ravager un lieu de prière et braver l'interdiction faite de défilé par les autorités. Des mots d'ordre et des comportements qui sont ceux de l'extrême droite. D'ailleurs, un communiqué du FN, daté du 26 décembre, faisait part de sa compréhension devant la méthode des émeutiers, voici un extrait :

« Quand les citoyens ont le sentiment légitime que l'Etat ne fait plus régner l'ordre républicain, quand ils voient des pompiers et des policiers pris en embuscade dans un des innombrables ghettos que compte la France, il y a le risque évident qu'ils veuillent se faire justice eux-mêmes, et que des violences malheureusement s'en suivent. »

Ces actes ont aussitôt été condamnés par les autonomistes et les indépendantistes.

Paris refuse l'idée d'une nation corse

Deux semaines après la séance inaugurale de l'Assemblée de Corse, le ton du gouvernement a changé. Dans le « Parisien » d'hier, Manuel Valls a déclaré ceci :

« Certains parlent d'une nation corse. Mais je ne sais pas trop ce que cela veut dire. Il n'y a qu'une seule nation, la nation française. Il est hors de question de revenir là-dessus. La République reconnaît à l'île un statut particulier du fait de son insularité, de son histoire, de sa culture, de sa langue. La Corse est l'une des régions les plus décentralisées du pays. Mais les événements des derniers jours l'ont démontré : ce que demandent les Corses, ce n'est pas

moins, mais plus d'Etat. Il n'y a donc pas de séparation possible. L'attachement de la Corse à la République française n'est et ne sera jamais négociable. »

De plus, le Premier ministre a fait part de son opposition à l'utilisation de la langue corse dans les documents officiels.

« Injure au suffrage universel »

En Corse, les propos du Premier ministre ont fait grand bruit. Sur Europe 1, Gilles Siméoni a déclaré :

« Je suis partagé entre la désolation et quelque part une forme de sourire, parce que feindre de ne pas savoir que la Corse a été un Etat indépendant au XVIIIème siècle, qu'il y a un peuple corse qui est une réalité objective, je crois que c'est tourner le dos à l'évidence (...) Nous avons été élus pour engager un dialogue sur ces points avec le gouvernement et avec l'Etat. En refusant de discuter avec nous comme nous le souhaitons, c'est en quelque sorte une injure qui est faite au suffrage universel ».

Paris aurait pu choisir de tendre la main aux dirigeants corses pour faire front dans la bataille contre l'extrême droite. Mais ce n'est pas ce qui ressort des déclarations du chef du gouvernement. Elles confirment une orientation, celle du virage à droite de l'exécutif, et plus seulement sur le plan économique. Ces faits interviennent en effet au moment où le gouvernement prépare une loi qui doit inscrire l'état d'urgence et la déchéance de nationalité dans la Constitution, mesure d'abord défendue par l'extrême droite. Ce virage à droite est la stratégie qui est mise en œuvre dans la perspective de l'élection présidentielle. Ira-t-il jusqu'à rendre impossible le dialogue entre les représentants élus d'une institution de la République et le gouvernement ? Aura-t-il des conséquences dans d'autres territoires ?

Un drame qui touche toutes les générations

Une centaine de suicides par an

À La Réunion, le nombre de suicides est deux fois plus élevé que celui des victimes des accidents de la route. L'Association prévention suicide note que plusieurs facteurs favorisent cette tragédie à La Réunion : « non reconnaissance de la personne », « humiliation », dévalorisation de l'être. Tout aussi inquiétant : « un jeune sur six a déjà fait une tentative de suicide ». En cette période de Fêtes de fin d'année, APS alerte. Voici son communiqué diffusé ce 30 décembre.

En cette fin d'année 2015, notre association prévention suicide recense environ une centaine de suicides de personnes d'âges très différents et venant de tous les quartiers de la Réunion. Rien qu'au mois de novembre et décembre 2015, nous avons recensé presque une vingtaine de 20 suicides. Triste constat, triste réalité et un manque de moyens de prévention pour notre île.

Il faut savoir que dans notre Région, les tentatives de suicide démarrent dès l'âge de 11 ans et le passage à l'acte peut arriver dès l'âge de 12 ans. D'après nos statistiques, enquête d'APS menée auprès de 10 000 jeunes entre 11 et 20 ans de 2010 à 2015, on note qu'un jeune sur 6 a déjà fait une tentative de suicide. Différents moyens sont utilisés tels que prise de médicaments, scarification, violence contre soi, anorexie, obésité, saut dans le vide, fugues, disparitions, etc. Cependant tous ces jeunes n'ont pas forcément alerté ou contacté des services d'aides à leur disposition. C'est souvent lors de notre intervention ou enquête qu'est révélée cette tentative car APS, indubitablement, permet de lever le tabou quand elle est présente, sur cet acte qui peut être irréversible.

« Appels à l'aide en augmentation »

Nous avons aussi remarqué que le taux de suicide en 2015 est plus important chez les personnes entre 30 et 55 ans. C'est une tranche d'âge où les aléas de la vie (situation de précarité, chômage de longue durée, immaturité affective grandis-

sante...) font obstacles au développement de la vie familiale. De plus, les personnes ont du mal à gérer les violences conjugales, les violences intrafamiliales et les violences sociétales.

Les gramounes n'ont pas été épargnés non plus pendant cette année. La solitude s'installe de plus en plus dès lors que les enfants quittent le domicile familial. Ils se sentent isolés chez eux et dans leurs quartiers. Nous constatons une augmentation d'appels de ces seniors sur notre ligne d'écoute. On est passé à environ à 5, 6 appels par jour à certaines périodes de l'année.

Les appels à l'aide sont en augmentation. Le mal être grandit et s'exprime de plus en plus sur notre ligne d'écoute et le suicide continue.

Quelles sont ces causes du suicide ? Elles sont certainement multifactorielles mais ce qui est récurrent c'est le non reconnaissance de la personne et l'humiliation et la dévalorisation de l'être par la famille et la société. Une dévalorisation qui parfois dépasse l'entendement. Nous avons de multiples d'exemples d'actes posés qui sont insupportables pour l'être humain (violence, violation du territoire de l'autre, trahison...)

Développons des facteurs de protection

Par conséquent, notre association prévention suicide (APS) crée en 2002, souhaite attirer l'attention de tous les citoyens sur l'augmentation de ces humiliations qui se sont ba-

nalisées et qui portent préjudices à la personne humaine. Pour réduire le suicide, nous devons réduire ces actes de maltraitance en famille et dans nos groupes sociaux et tout ceci de manière précoce. Profitons de 2016 pour agir autrement avec autrui et représenter l'autre dans ce qu'il est et sécuriser davantage nos enfants et nos jeunes. En protégeant un enfant, on protège un adulte de demain et on évite un suicide.

APS propose une ligne d'écoute 24h sur 24h par des écoutants bénévoles formés à l'écoute active pour toute personne qui rumine des idées noires, qui est en crise suicidaire ou pour la famille qui a besoin d'aide pour un de ses membres. Développons des facteurs de protection pour tous ceux et celles qui nous entourent et que nous aimons. Soyons des sentinelles vigilantes et solidaires pour nos familles.

N'hésitez pas à nous contacter au 0 800 62 01 62 ou 0262 35 69 38 (gratuit à partir d'un téléphone fixe).

**La directrice d'aps
Danon Lutchmee Odayen**

Autosuffisance alimentaire –3–

Nerica : croisement entre les riz d'Afrique et d'Asie

Voici la troisième partie de l'article publié dans la revue de l'ONU Afrique Relance au sujet du riz Nerica.

Parallèlement aux innovations scientifiques qui ont mené à la création du Nerica, l'ADRAO a également expérimenté de nouvelles façons de faire connaître et de distribuer cette variété de riz - par la participation active des agriculteurs eux-mêmes. Il a fallu pour cela rompre avec les pratiques directives des services de vulgarisation agricole en Afrique. En 1996, l'ADRAO a décidé qu'il valait mieux que les agriculteurs jugent par eux-mêmes le Nerica en le comparant à d'autres variétés, dans le cadre d'une procédure de trois ans connue sous le nom de

« sélection variétale participative ». Pendant la première année, l'ADRAO et le personnel de l'organisme national de vulgarisation agricole établissent un « jardin rizicole » dans un village cible, souvent dans le champ d'un agriculteur de premier plan. Ce jardin comprend un grand nombre de variétés différentes de riz : le Nerica, des variétés asiatiques améliorées, des variétés africaines indigènes et d'autres variétés appréciées dans la localité ou dans la région. Les agriculteurs du village sont encouragés à visiter le champ et à suivre la croissance des différentes variétés.

Agriculteurs prescripteurs

A la fin de la saison, les agriculteurs sont priés de sélectionner cinq variétés et reçoivent des graines à utiliser dans leur propre champ l'année suivante. Une fois ces récoltes obtenues, on leur demande de ne sélectionner que trois variétés. A ce stade, explique M. Nwanze,

« on leur dit que s'ils sont vraiment intéressés, ils devront acheter des graines. Cela a valeur de test. Si un agriculteur est prêt à acheter des graines, c'est un signe d'intérêt ».

L'ADRAO a constaté que, en cultivant dans leur champ différentes variétés, les agriculteurs finissaient par apprécier les qualités du Nerica. Ils contribuaient également à faire passer l'information auprès des autres agriculteurs. « Dans le cadre de ce processus, les agriculteurs sont devenus eux-mêmes des agents de vulgarisation, remarque M. Nwanze, leurs voisins et leurs connaissances venaient leur

demander des graines. »

D'après M. Gordon Conway, président de la Fondation américaine Rockefeller, qui a contribué au financement des recherches de l'ADRAO sur le Nerica, les méthodes habituelles de vulgarisation agricole, imposées d'en haut, ne conviennent pas à l'Afrique, en raison de la grande diversité écologique du continent. L'ADRAO, dit-il, « a allié avec brio la science de la biotechnologie et une approche axée sur la participation des agriculteurs ».

Production de semences

En s'appuyant sur les expériences qu'elle avait menées en Guinée et dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, l'ADRAO est passée au stade suivant de l'approche participative, en encourageant la création de systèmes communautaires de production de semences. Traditionnellement, les agriculteurs gardent souvent des graines obte-

nues lors des récoltes pour les semer l'année suivante, mais principalement dans leur propre champ. Dans le cadre du nouveau système (fondé sur une méthode mise au point au Sénégal), les agriculteurs qui souhaitent devenir des producteurs de semences spécialisés apprennent à sélectionner les panicules qui donneront les meilleurs stocks de graines et à préparer, à entreposer et à garder ces semences. Ces agriculteurs peuvent ensuite toucher des revenus supplémentaires en vendant ces graines à d'autres agriculteurs - et contribuer ainsi à développer et à accélérer la diffusion des variétés de Nerica.

(à suivre)

**Ernest Harsch, extrait de
Afrique Relance**

C'en est trope !

Ce coin de terre qui nous parle d'ailleurs, qui nous parle de nous

Les Anciens mettaient des statues de pierre tout au fond des cales de leurs navires pour les stabiliser en cas de gros temps. C'était le lest. À Babylone, les navigateurs y déposaient des statues de Gilgamesh, le héros de la geste qui affronta les Eaux-de-Morts, Gilgamesh dont la sagesse et la folie plonge au plus profond d'entre nous. Aujourd'hui, en Irak, on le sait, mais ailleurs aussi d'une manière plus sournoise, on décapite les statues, si bien que nos bateaux ne tiennent plus la houle. Et il fait gros temps. Emportés par les courants du populisme et de la connivence, les navires d'aujourd'hui ne tiennent plus le cap.

Comme il nous est proche pourtant, ce héros du prêtre assyrien Sin-lege-unninni (« Ô dieu Sîn accepte ma supplication ! » : Sîn, le dieu-lune qui conduit son troupeau d'étoiles-vaches), aussi proche que la lune.

« Comme elles sont nombreuses ! Comme les vaches sont nombreuses ! Comme le bétail de Sîn est nombreux !

Celles qui sont sombres sont en lapis-lazuli translucide ;
Celles qui sont pâles sont en lumière de lune naissante.
Celles qui sont petites glissent comme des grains d'orge pour toi ;
Celles qui sont grosses se pressent les unes contre les autres comme des taureaux sauvages pour toi.

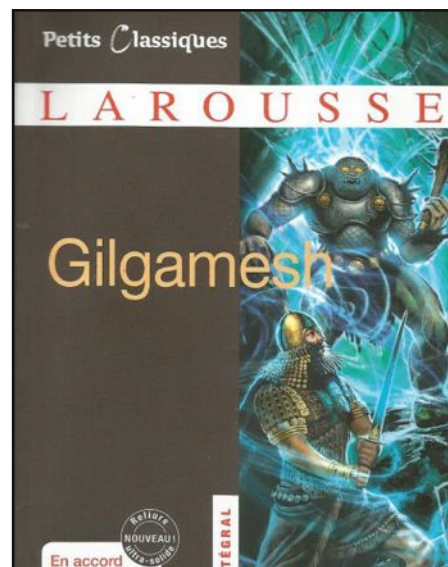
Sîn, la Gloire du Ciel, a enlevé les colliers des nombreuses vaches de son troupeau grouillant.

Il a amené le lait des magnifiques vaches en abondance pour les tables d'offrande ». Ainsi s'éclaire la Voie lactée au fond de la nuit la plus noire. Mais ce soir encore, la lune se voile la face.

Dans la geste de Gilgamesh, Jacques Lacarrière voit « l'effort de l'homme pour acquérir et pour conserver les bienfaits de la civilisation » : à travers l'humanisation progressive d'Enkidou, c'est la montée vers la civilisation ; à travers la quête de Gilgamesh, c'est l'acceptation résignée, douloureuse de sa part de finitude. Gilgamesh nous dit que nous sommes quelque chose de tellement infini dans quelque chose de tellement fini.

Troie était entouré de murailles labyrinthiques pour se protéger, les voyageurs prétendent que sur les murailles d'Uruk étaient sculptés les exploits de Gilgamesh, ce qui en faisait une ville fleuron de la Mésopotamie.

Gilgamesh ou « Sa-nagha-imuru », ce qui signifie « Celui qui a tout vu ». C'était les murailles qui vous regardaient, et elles voyaient tout. Elles vous transperçaient déjà de leur regard, elles vous transperçaient le cœur de sa grandeur.



Gilgamesh (de Sin-lege-unninni ?), éditions Larousse.

Le personnage central du poème babylonien et assyrien incarne le topos du héros toujours prêt à affronter le monde, qui, pour se connaître, pour connaître sa vraie valeur, décide de se mesurer au monde, et pour cela, il dédaigne la prudence que lui conseille les Anciens, sans pour autant être froid comme le marbre des statues, son cœur d'une grande sensibilité ploie aux charmes de l'amitié et aux doutes de l'existence. Un héroïsme qui, pourtant, le fera repousser les avances de la déesse de l'amour, Ishtar elle-même : source de passion et donc de désordre. Les textes postérieurs feront de Gilgamesh (celui qui a tout vu, qui a commencé par être tyran avant de devenir héros) un juge des Morts.

« You know I'm born to loose
And gamblin's made for fools

But that's the way I like baby
I don't to live forever
And don't forget the joker.”

Épopée précédant de plusieurs siècles l'Illiade et le Mahābhārata, ce produit de la vénérable littérature mésopotamienne trouve des accents incroyablement proches et touchants : ce désir inextinguible de conquête, jeune adulte, vouloir aller jusqu'aux confins de la Terre et du Ciel ; vision de cet homme blessé, animal maudissant sa propre conscience, source d'un malheur inextinguible ; l'invocation aux dieux qui s'infléchit en malédiction ; l'amitié qui adoucit les passions et les neutralise ; les ennemis qui se transforment en amis ; l'idée de partir pour se trouver ; une ode à la vie et à la sensibilité ; l'importance du rêve dans notre perception de l'avenir ; l'impossibilité d'accéder au rang de dieu ; être un héros pour soi ou pour autrui ? ; et puis la mauvaise conscience des dieux, dépassés par leurs propres pouvoirs, qui apaisent leur cœur en faisant grâce : des dieux honteux, des dieux qui se trompent – si humains, si proches... Et avec tout ça, des gardiens à la nuit, pour ne pas que les démons s'en emparent et qu'elle s'échappe...

Aujourd'hui, qu'est-ce qui s'écrit en Irak, et ailleurs ? Les démons se seraient-ils emparés de tout, même de la nuit ?

Jean-Baptiste Kiya

->À lire le Conte de Noël de votre chroniqueur, paru dans le JIR du 24 décembre en double page, accessible sur le site du journal clicanoo.re, « Le Pays du mensonge » : Critique du monde contemporain, évocation d'un handicap ; un voyage dans la Bible, et deux enfants qui sauvent le monde.

Oté

Aprésa pou lo dimansh, na war !

Dann in ti néstan, lané 2015 i ariv o bout, ansiénman, pou kas la blag gramoun navé labitid di pou lo 31 "A swar batay silvés èk zanvié" pou byin fé konprann lo sanzman èk larivé la nouvèl ané. Pou nou zordi, désertin i di lané 2016 i sar pa èt in bon lané pou travayèr vik lo kalandrié i anons lo promié mé, lo wuit mé èk lo vinn sink désanm, in dimansh, in lané pa pou vréman an lavanraz travayèr i di.

Déza lané 2015 li minm té pa in bon lané pou travayèr pa par rapor lo kalandrié, mé pa rapor la lwa Macron. Zot i an souvyin mwa d'out 2015 lo minis lékonomi makron la désid fé i lwa pou fé travay domoun lo dimansh. Sépousa i apèl konm sa é i port son nom. Lo minis i di konm sa, sé pou rolans lékonomi, alé war, bann syndika èk travayèr i dénonns in rokil sosyal.

Dann la lwa Macron navé pwin aryink lo travay du dimansh, lavé dot shoz, sak la fé di bann zopozan, la lwa lé fé pou lo patron, lé fé pou lo médéf i di. Lo minis i di, fo èt modèrn, konm si travay la nwit, travay lo dimansh sé èt modèrn. A mwi mi di pou èt modèrn i fo déza awar in travay, zis in travay, in travay pou tout. Sépousa, pou mon bann, pou 2016, pou sak i atann mi souèt a zot avan tout, touv in travay. Aprésa pou lo dimansh, na war !

Justin

« I done in pyé, i pran in karo ! » - In kozman pou la rout

Proverb-la, sa in bon léson pou la vi. Dir oui lé fasil, mé dir non, sète-la lé pli difisil. Si tèlman ké na mèm la formasyon pou aprann a dir non. Konm lé pli difisil pou dir non, i ariv ké désèrtin moun i di oui pou tout z'afèr é kan ou la fine amontr out féblès, étone pa ou si in pé i abiz dsi ou. I ariv mèm ké ou i done sak ou la poin, o sinonsa ou i done dé shoz in moun nana pliské ou. Donk i fo konète zozé lo moun i fé kamarad avèk ou, oir si sé in abizèr ou bien non. Pars momandoné ou sar blijé fash avèk out fo z'ami anprofitèr pou arète ali abiz dsi ou. Kosa ou i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.